

ZIMBABWE: ACTION LETTRE POUR ITAI DZAMARA

HUITIÈME ANNIVERSAIRE DE LA DISPARITION D'ITAI DZAMARA

Aucune avancée n'a été faite en vue de déterminer où se trouve le journaliste et militant en faveur de la démocratie Itai Dzamara et ce qu'il est advenu de lui. Itai Dzamara a été enlevé par cinq hommes non identifiés le 9 mars 2015 alors qu'il était chez le coiffeur à Glen View, une banlieue de Harare. Ces hommes l'ont accusé d'avoir volé du bétail, avant de le menotter et de l'emmener à bord d'un fourgon blanc, dont les plaques d'immatriculation étaient cachées. Avant sa disparition, Itai Dzamara s'était exprimé devant les participant-e-x-s d'un rassemblement du parti d'opposition «Mouvement pour le changement démocratique», au *Zimbabwe Grounds* à Harare, le 7 mars 2015. Il avait appelé à mener une action de grande ampleur contre la détérioration des conditions économiques dans le pays.

Itai Dzamara avait déjà été pris pour cible par les forces de sécurité de l'État, qui l'avaient roué de coups et placé en détention illégalement. Le 2 décembre 2014, Itai Dzamara et deux autres militants en faveur de la démocratie avaient été enlevés par des hommes pendant qu'ils participaient à une manifestation pacifique à Harare. Ils ont, semble-t-il, été emmenés au siège du parti au pouvoir, le ZANU-PF, puis privés de leurs possessions et roués de coups par des membres du parti. Ils ont ensuite été conduits au commissariat central de Harare pour être remis à des agents de sécurité qui les ont torturés avant de les libérer sans inculpation. Ils ont été hospitalisés en raison de blessures graves provoquées par les actes de torture.

Le 9 mars 2023 marquera le huitième anniversaire de la disparition d'Itai. Lors du 40^e *Examen périodique universel du Zimbabwe* tenu le 26 janvier 2022, le ministre de la Justice a déclaré que l'enquête sur la disparition d'Itai était en cours. Or, sa famille reste en attente de réponses et n'a reçu aucune information relative à l'évolution de l'enquête. Les autorités doivent achever sans délai l'enquête sur la disparition d'Itai Dzamara, le retrouver et traduire en justice les personnes soupçonnées d'être pénalement responsables.

PASSEZ À L'ACTION

Veillez écrire une lettre courtoise en shona, anglais ou dans votre propre langue **au président Mnangagwa**: exhortez-le à veiller à la mise en place d'une commission d'enquête indépendante et menée par un juge afin d'enquêter en profondeur sur la disparition d'Itai Dzamara, de le retrouver et de traduire en justice les personnes soupçonnées d'être pénalement responsables. En attendant, si Itai est détenu par l'État, les autorités doivent immédiatement rendre publics son lieu de détention et garantir qu'il soit protégé de tout acte de torture ou autre mauvais traitement.

→ **Formule d'appel**: Your Excellency, / Monsieur le Président,

→ Vous trouverez un **modèle de lettre en français** à la **page suivante**.

→ Un **modèle de lettre en anglais** est à disposition sur www.amnesty.ch :

<https://www.amnesty.ch/fr/pays/afrique/zimbabwe/docs/2023/action-lettre-pour-un-journaliste-disparu>

Ou mettez les mots clés pour la recherche: 🔍 le **titre** de cet article ou le **nom de la personne**

→ **Frais d'envoi**: CHF 2.30 (Zimbabwe) / CHF 1.80 (Allemagne)

→ **Envoi de courrier par poste dans le monde - note**:

Veillez vérifier auprès de la Poste Suisse si des lettres sont actuellement envoyées au pays de destination.
Faute de quoi nous vous demandons d'envoyer votre lettre par e-mail, fax ou les réseaux sociaux (si disponibles)
et/ou de l'envoyer via l'ambassade avec la demande de transmission à la personne désignée.

Action(s) supplémentaire(s):

Vous pouvez également vous engager **sur les réseaux sociaux** ainsi qu'**écrire des messages de solidarité** à l'épouse de Itai Dzamara.

→ Voir les **informations en ligne** (via le lien ci-dessus ou la recherche 🔍 par les mots-clés ci-dessus)

LETTRE COURTOISE À

Président Emmerson Mnangagwa
Président de la république du Zimbabwe
Office of the President
Munhumutapa Building
Corner Samora Machel Avenue and Sam Nujoma Street
Private Bag 7700
Causeway, Harare, Zimbabwe
Twitter : @edmnangagwa
Hashtag #WhereisItai?

COPIE À

Ambassade de la République du Zimbabwe
Dannenwalder Weg 91
D-13439 Berlin
Deutschland
Fax: 004930/20 45 50 62
E-mail: infor@zimembassyberlin.com ;
zimberlin@zimfa.gov.zw

President Emmerson Mnangagwa
Office of the President
Munhumutapa Building
Corner Samora Machel Avenue and Sam
Nujoma Street
Private Bag 7700
Causeway, Harare,
Zimbabwe

Concerne: Itai Dzamara

Monsieur le Président,

Je vous écris car je souhaite vous faire part de ma vive préoccupation concernant le sort du journaliste et militant prodémocratie Itai Dzamara, victime de disparition forcée depuis huit ans déjà.

Le 9 mars 2015, alors qu'il était chez le coiffeur à Glen View (Harare), il a été enlevé par cinq hommes non identifiés. Ceux-ci l'ont accusé d'avoir volé du bétail, avant de le menotter et de l'emmener à bord d'un fourgon blanc, dont les plaques d'immatriculation étaient cachées.

Avant sa disparition, Itai Dzamara s'était exprimé face aux sympathisant-e-s du parti d'opposition «Mouvement pour le changement démocratique», au *Zimbabwe Grounds* à Harare, le 7 mars 2015. Pendant le rassemblement, il avait appelé à mener une action de grande ampleur contre la détérioration des conditions économiques au Zimbabwe.

Lors du 40^e *Examen périodique universel du Zimbabwe* tenu en janvier 2022, le ministre de la Justice a déclaré que l'enquête sur la disparition d'Itai était en cours, mais sa famille reste en attente de réponses et n'a reçu aucune information relative à l'évolution de l'enquête.

Cette situation me préoccupe beaucoup, et je vous exhorte de veiller à la mise en place d'une commission d'enquête indépendante afin d'enquêter en profondeur sur la disparition d'Itai Dzamara, de le retrouver et de traduire en justice les personnes soupçonnées d'être pénalement responsables.

En attendant, si Itai est détenu par l'État, les autorités doivent immédiatement rendre public son lieu de détention et garantir qu'il soit protégé de tout acte de torture ou autre forme de mauvais traitement.

Dans cette attente, je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'expression de ma haute considération.

Copie:

Ambassade de la République du Zimbabwe, Dannenwalder Weg 91, D-13439 Berlin, Deutschland
Fax: 004930/20 45 50 62 / E-mail: infor@zimembassyberlin.com ; zimberlin@zimfa.gov.zw

VIÊT-NAM: ACTION LETTRE POUR TRINH BA TU

DES ACTIVISTES POUR LE DROIT À LA TERRE EMPRISONNÉES POUR LEUR ENGAGEMENT

Trinh Ba Tu est un jeune militant qui s'est engagé avec son frère Trinh Ba Phuong dans le mouvement de défense du droit à la terre après que leur mère, Can Thi Theu, militante de premier plan en faveur du droit à la terre, a été emprisonnée en 2014 pour avoir organisé des manifestations contre la saisie de terres.

Depuis, Trinh Ba Tu et Trinh Ba Phuong ont subi des agressions physiques et ont été harcelés par les autorités en raison de leurs activités militantes. Trinh Ba Tu, sa mère Can Thi Theu et son frère Trinh Ba Phuong ont fait l'objet d'une arrestation en juin 2020 en raison de leurs publications sur les réseaux sociaux dénonçant des violations des droits humains au Viêt-Nam. Trinh Ba Tu a été condamné à huit ans de prison et à trois ans de mise à l'épreuve en mai 2021. Ces trois activistes en faveur des droits fonciers doivent être libéré-e-s immédiatement et sans condition.

Selon sa famille, Trinh Ba Tu a été roué de coups en septembre 2022 par le personnel pénitentiaire et placé en cellule disciplinaire avec des entraves aux pieds pendant 10 jours. Par la suite, Trinh Ba Tu a entamé une grève de la faim durant 22 jours pour protester contre les mauvais traitements subis. En raison de la décision disciplinaire à son encontre, sa famille n'a pas été autorisée à voir Trinh Ba Tu avant le 21 novembre 2022.

PASSEZ À L'ACTION

Veillez écrire une lettre courtoise en anglais ou français au **Premier ministre Pham Minh Chinh**:

appelez-le à faire en sorte que les charges motivées par des considérations politiques pesant sur Trinh Ba Tu soient abandonnées et à ordonner sa libération immédiate, ainsi que celle de sa mère et de son frère. Dans l'attente, il convient de prendre des mesures pour améliorer les conditions de détention des personnes incarcérées dans la prison n° 6, dans la province de Nghe An et mettre fin aux mauvais traitements à leur encontre.

→ **Formule d'appel**: Monsieur le Premier Ministre Pham Minh Chinh,

→ Vous trouverez un **modèle de lettre en français** à la **page suivante**.

→ Un **modèle de lettre en anglais** est à disposition sur www.amnesty.ch :

<https://www.amnesty.ch/fr/pays/asie-pacifique/viet-nam/docs/2023/action-lettre-pour-des-defenseur-e-s-du-droit-a-la-terre>

Ou mettez les mots clés pour la recherche: 🔍 le **titre** de cet article ou le **nom de la personne**

→ **Frais d'envoi**: CHF 2.30

→ **Envoi de courrier par poste dans le monde - note**:

Veillez vérifier auprès de la Poste Suisse si des lettres sont actuellement envoyées au pays de destination.

Faute de quoi nous vous demandons d'envoyer votre lettre par e-mail, fax ou les réseaux sociaux (si disponibles)

et/ou de l'envoyer via l'ambassade avec la demande de transmission à la personne désignée.

LETTRE COURTOISE À

Premier ministre Phạm Minh Chính
16 Le Hong Phong Street
Ba Dinh District
Hà Nội
Việt Nam

Tél: (+84) 080.43162

Fax: (+84) 080 48924

E-mail: thongtinchinhpheu@chinhpheu.vn / vpcc@chinhpheu.vn

Twitter: @VietNam_UN / @MOFAVietNam

Facebook: @thongtinchinhpheu / @congantinhnghean

COPIE À

Ambassade de la République Socialiste du Vietnam
Schlösslistrasse 26
3008 Berne

Fax: 031 388 78 79

E-mail: vietsuisse@bluewin.ch

Premier ministre Phạm Minh Chính
16 Le Hong Phong Street
Ba Dinh District
Hà Nội
Việt Nam

Concerne: Trinh Ba Tu, Can Thi Theu, Trinh Ba Phuong

Monsieur le Premier Ministre Pham Minh Chinh,

Trinh Ba Tu est un jeune militant qui s'est engagé avec son frère Trinh Ba Phuong dans le mouvement de défense du droit à la terre après que leur mère, Can Thi Theu, militante de premier plan en faveur du droit à la terre, a été emprisonnée en 2014 pour avoir organisé des manifestations contre la saisie de terres. Depuis, Trinh Ba Tu et Trinh Ba Phuong ont subi des agressions physiques et ont été harcelés par les autorités en raison de leurs activités militantes.

Trinh Ba Tu, sa mère Can Thi Theu et son frère Trinh Ba Phuong ont été arrêtés en juin 2020 en raison de leurs publications sur les réseaux sociaux qui dénonçaient des violations des droits humains au Viêt-Nam. Trinh Ba Tu a été condamné à huit ans de prison et à trois ans de mise à l'épreuve en mai 2021. Ces trois activistes en faveur des droits fonciers doivent être libéré·e·s immédiatement et sans condition.

Trinh Ba Tu a entamé une grève de la faim pendant 22 jours pour protester contre les mauvais traitements subis en prison.

Cette situation me préoccupe beaucoup, et je vous appelle à faire en sorte que les charges motivées par des considérations politiques pesant sur Trinh Ba Tu soient abandonnées et à ordonner sa libération immédiate, ainsi que celle de sa mère et de son frère.

Dans l'attente, il convient de prendre des mesures pour améliorer les conditions de détention des personnes incarcérées dans la prison n° 6, dans la province de Nghe An et mettre fin aux mauvais traitements à leur encontre.

Dans cette attente, je vous prie de croire, Monsieur le Premier Ministre, à l'expression de mes salutations distinguées.

Copie:

Ambassade de la République Socialiste du Vietnam, Schösslistrasse 26, 3008 Berne
Fax: 031 388 78 79 / E-mail: vietsuisse@bluewin.ch